

Contrat d'objectifs

LES CHAMBRES ET L'ÉTAT S'ACCORDENT ENFIN

Le contrat d'objectifs et de performance qui lie les chambres d'agriculture et l'État jusqu'en 2025 a été signé le 25 novembre.

Les chambres d'agriculture ont signé, le 25 novembre 2021, le contrat d'objectifs et de performance pour la période 2021-2025 qui les lie avec l'État. Il s'articule autour de quatre ambitions : accompagner l'agriculture dans ses transitions économiques, sociétales et climatiques, créer plus de valeur dans les territoires, faire dialoguer agriculture et société et rendre le réseau des chambres plus agile et efficient.

UNE STABILITÉ FINANCIÈRE GARANTIE

Tout en râlant contre le gouvernement, en septembre, les chambres conditionnaient la signature du contrat à l'engagement de l'État de leur garantir une stabilité financière, notamment par le maintien de l'attribution d'une part de la taxe additionnelle à la taxe sur le foncier non bâti. Cette ressource fiscale représente environ 40 % du budget des chambres. Elles ont eu gain de cause. « Cela marque la fin de cette séquence

annuelle où chaque président sollicite en urgence son parlementaire pour défendre le budget des chambres pour l'année suivante, et demeure suspendu jusqu'au dernier moment au vote de l'Assemblée nationale », a déclaré le ministre de l'Agriculture devant les présidents des chambres d'agriculture.

Une issue positive qui a pu être obtenue grâce au renfort du président de la République et du Premier ministre, selon Julien Denormandie. Bercy semblait traîner des pieds à garantir la stabilité de cette ressource fiscale. En contrepartie de cette stabilité, un dispositif de suivi du contrat et de pilotage par la performance au sein des chambres d'agriculture est institué. L'État s'engage aussi à moderniser le statut des chambres d'agriculture, comme le réclamait en septembre leur président, Sébastien Windsor. Quatre ordonnances relatives à l'organisation du réseau seront prises en ce sens a annoncé le ministre. ALEXIS MARCOTTE



Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture, et Sébastien Windsor, président des chambres d'agriculture, le 25 novembre 2021.